

L'année 2006 sera placée sous le signe de la géographie humaine...

DOSSIER

Sur le plan scientifique, nous avons assisté ces 20 dernières années dans les sciences humaines et sociales à ce que de nombreux auteurs appellent un « tournant géographique », à savoir à un intérêt croissant - en lien avec l'accélération de la globalisation - pour le rôle de l'espace dans l'explication des processus culturels, économiques, politiques et sociaux.

Distances, frontières, villes, mouvements de population... La géographie est partout dans nos vies : elle étudie l'organisation de l'espace par les sociétés humaines et, inversement, le rôle de l'espace dans l'organisation de ces sociétés. L'Institut de géographie de l'Université de Neuchâtel privilégie la géographie humaine, mais travaille également sur les relations entre sociétés et environnement. Dans ce numéro d'UniCité, il sera question des activités multiples d'un institut présent sur tous les fronts (école doctorale, programme national de recherche, mandats) et dans tous les champs (mobilité et migrations, transformations spatiales, aménagement du territoire, etc.) de la géographie. Et si l'année 2006 était définitivement placée sous le signe de la géographie ?

Au niveau politique, la géographie apporte un savoir et un savoir-faire indispensables aux politiques publiques et, en particulier, à la gestion du territoire et de l'environnement. L'Institut de géographie effectue à ce titre des mandats fréquents pour le compte de l'administration cantonale neuchâteloise ou de communes du canton.

Doté d'une équipe pluridisciplinaire et complémentaire, l'Institut de géographie - emmené par les professeurs Etienne Piguet et Ola Söderström - concentre ses activités de recherche autour de la mobilité et des migrations, des relations entre cultures et territoires, des inégalités et différenciation spatiales, des transformations spatiales, d'aménagement du territoire, ou encore de changements climatiques et environnementaux.

Quant à la formation, l'Institut de géographie dispense un programme d'études offrant des débouchés diversifiés dont l'enseignement à un grand nombre d'étudiants et représente l'un des instituts qui délivre, à l'Université de Neuchâtel, le plus grand nombre de diplômés.

Enfin, du point de vue du rapport à la cité, l'Institut de géographie participe régulièrement, notamment par l'intermédiaire de partenariats avec d'autres institutions (Ecoparc, Société neuchâteloise de géographie, etc.) à diverses initiatives visant à créer un dialogue entre l'Université et ses publics.

Historiquement, la géographie humaine a longtemps privilégié l'échelle nationale. Aujourd'hui, les problèmes qui se posent à elle relèvent davantage de deux autres échelles : celle du globe et celle, à l'inverse, des lieux. Les enjeux résident dans le fait de parvenir à expliquer, d'un côté, les logiques de la globalisation, qui échappe souvent à nos perceptions ordinaires (migrations, cultures et échanges économiques transnationaux) et, de l'autre, celles de la vie quotidienne dans un espace circonscrit (la maison, la rue, le quartier, l'environnement naturel et construit, etc.). Plus précisément, il s'agit de comprendre comment ces deux échelles interagissent (rapport local-global) pour créer le monde tel qu'il est.

Partez dans ce numéro d'UniCité à la découverte des activités - scientifiques ou ludiques - d'un institut en pleine lumière... ■

Virginie Borel



Géographie humaine : durabilité sociale et économique peuvent-elles cohabiter ?

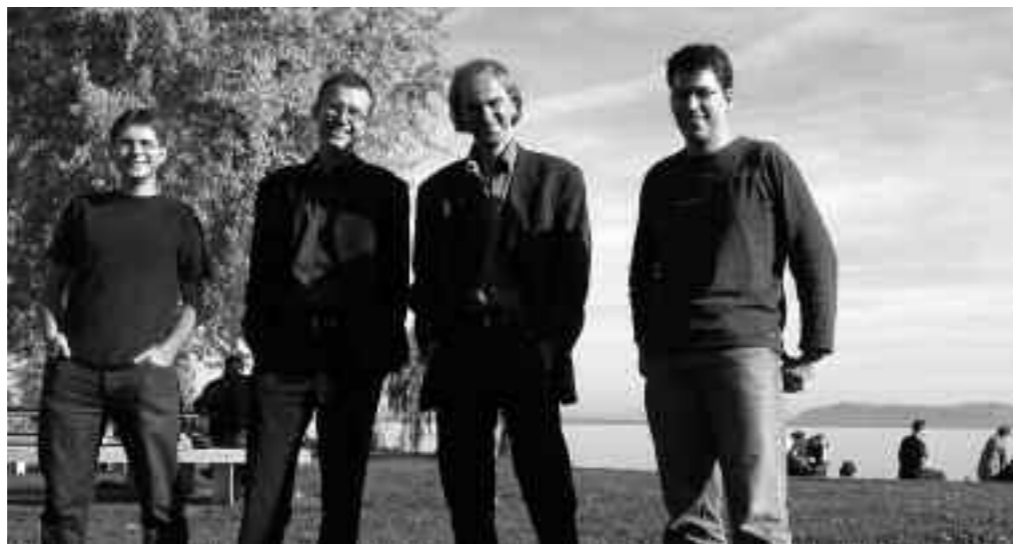
Les villes redeviennent-elles attractives ?

« Back to the city ? » (BTC) n'est pas le titre d'un nouveau groupe musical à la mode, mais bien le thème du projet de recherche iconoclaste de l'Institut de géographie mené depuis peu dans le cadre du programme national de recherche « Développement durable de l'environnement construit ». « Back to the city ? » se base sur le retour vers les villes de certains groupes de population observé dans plusieurs pays pour se demander si c'est également le cas en Suisse. Mot d'ordre : freiner l'étalement urbain ! Visite des allées du projet en compagnie de ses responsables neuchâtelois.

L'Institut de géographie de l'Université de Neuchâtel, la discipline s'articule désormais principalement autour de deux axes complémentaires : les flux migratoires d'une part et les transformations territoriales de l'autre. « Back to the city ? », l'étude que les géographes vont mener pendant trois ans dans le cadre d'un programme national de recherche, est une parfaite illustration de cette orientation originale.

« Back to the city ? est un projet provocateur et iconoclaste », lance dans un sourire le professeur de géographie, Etienne Piguet. Il se base en effet sur le constat suivant : les villes perdent des habitants ; or, les administrations publiques souhaiteraient enrayer cette tendance en redensifiant les centres urbains. « La question est de savoir qui l'on veut voir revenir en ville ? », poursuit Etienne Piguet.

« En effet, l'enjeu est double, ajoute son collègue Ola Söderström, social d'une part et environnemental de l'autre ». Or, le développement durable voudrait que durabilité sociale et économique puissent cohabiter. Le projet neuchâtelois entend



Roger Besson, Etienne Piguet, Ola Söderström et Patrick Rérat forment l'équipe du projet « Back to the city ? ».

dès lors poser un diagnostic sur l'évolution de la population dans les villes-centres au cours des 30 dernières années. « Nous pourrions ainsi reconstruire le profil des gens qui partent ou arrivent », expliquent les deux professeurs.

Revaloriser les villes-centres

Le développement durable et l'idée que les villes doivent être densifiées influencent en effet de plus en plus l'aménagement du territoire, ce qui pourrait avoir pour conséquence un mouvement de retour dans les villes-centres et une régénération urbaine. Mais qui sont les nouveaux citoyens et quelle signification sociale revêt la régénération urbaine ? Des études d'Amérique du Nord montrent qu'un mouvement de retour en ville s'accompagne souvent d'une revalorisation sociale (« gentrification » dans le langage des initiés - dans les centres-ville). En d'autres termes : ce mouvement est surtout le fait

de la classe moyenne et des couches sociales supérieures.

A l'issue d'un processus de sélection qui a duré une année (215 projets proposés, 39 retenus pour le deuxième tour et 24 finalement sélectionnés et soutenus), « Back to the city ? » a été choisi et sera financé pendant trois ans par le Fonds national suisse. Il vise à répondre aux questions suivantes : - Un mouvement de retour dans les villes est-il observable en Suisse ? Si oui, ce mouvement est-il lié à un processus de gentrification ? - Quelles sont les trajectoires résidentielles et les motivations des nouveaux citoyens ? - Quel rôle jouent les autorités locales et le secteur privé dans la régénération urbaine ?

25 villes suisses sous observation

Pour y parvenir, plusieurs méthodes de travail seront utilisées par l'équipe de géographes consti-

tuée des deux professeurs et de deux assistants, Patrick Rérat - initiateur du projet et chercheur principal - et Roger Besson - spécialiste des méthodes quantitatives : dépouiller les données des recensements fédéraux de la population, interroger des personnes qui ont déménagé récemment, mener des entretiens avec les autorités locales et des gérants immobiliers ainsi qu'analyser des documents officiels d'urbanisme qui fourniront des résultats complémentaires.

A noter encore qu'en Suisse, la notion de « ville » intervient à partir de 10'000 habitants : 25 villes seront ainsi considérées dans le cadre de cette étude dont les résultats mèneront à de nouvelles connaissances en politique d'aménagement du territoire et devraient favoriser un développement urbain durable. ■

Virginie Borel

« Le développement durable est à la mode ! »

Un sociologue neuchâtelois, François Hainard, figure au nombre des membres du comité de direction du

Programme de recherche national « Développement durable de l'environnement construit » auquel appartient le projet des géographes « Back to the city ? » mais aussi celui de sociologues de notre université. Il nous explique comment ce thème a été défini et comment il

sera exploité par des instituts de recherches universitaires et des bureaux privés.

La population suisse a fortement augmenté ces dernières décennies : de 6,2 millions de personnes en 1970 à 7,3 millions en 2001, ce qui a entraîné une utilisation toujours plus importante du sol et d'autres ressources pour le logement, les transports et l'infrastructure. La croissance est toujours débridée : les besoins en énergie et en matériaux, de même que la mobilité, continueront d'augmenter et on construira encore davantage de bâtiments et d'infrastructures basés sur des ressources en majeure partie d'origine non renouvelable.

Afin d'élaborer les bases méthodologiques, scientifiques et techniques qui permettent de faire intervenir les principes de la durabilité dans le développement de l'environnement construit, le Conseil fédéral a décidé, en janvier 2003 déjà, de lancer un Programme national de recherche (PNR) qui porte le numéro 54 intitulé « Développement durable de l'environnement construit ». Par la suite, les membres du comité de direction - issus de divers milieux scientifiques suisses, britanniques et autrichiens - ont orienté la thématique pour qu'elle soit susceptible d'intéresser non seulement les sciences techniques, mais également humaines et sociales. « Le développement durable revêt en effet trois aspects principaux, relève François Hainard, directeur de l'Institut de sociologie et membre du comité de direction du PNR. Ils sont d'ordre économique, environnemental et social ».

Plus de 215 propositions

Comment le fonctionnement et le développement de l'environnement construit peut-il être compris, expliqué, décrit et modélisé ? Quelles priorités et stratégies seront utilisées pour développer l'environnement construit ? Comment peut-on intégrer tous les aspects du développement durable dans une approche complète de développement de l'environnement construit ? C'est autour de ces questions que tourneront les 24 projets de recherche sélectionnés par le comité de direction d'un programme national qui a rencontré un vif succès : « Nous avons reçu 215 requêtes car le sujet interpelle, il est certes important, mais la durabilité est aussi à la mode ! », lance François Hainard.

Equipes des universités, des écoles polytechniques et bureaux privés ont ainsi rivalisé d'imagination pour être retenus dans le cadre de l'un des modules proposés : Territoire - Infrastructure - Matériaux et énergie.

Le développement peut-il être durable ?

Le sujet de l'Institut de géographie « Back to the city ? » (lire l'article ci-contre), mais aussi celui d'un groupe de sociologues neuchâtelois figurent dans la liste du module « territoire » visant à chercher à expliquer, voire à modéliser le fonctionnement du développement durable dans la planification et l'aménagement de l'environnement construit. Si les géographes s'intéresseront prioritairement aux mouvements de population suisse vers les



centres villes, les sociologues, emmené par le professeur Christian Suter, traiteront - non sans un regard critique - « De l'utopie au faire. Des représentations sociales de la durabilité à leurs traductions concrètes dans la planification et la gestion de l'environnement construit » afin de savoir selon quelles logiques les acteurs agissent quand ils projettent et mettent en œuvre leurs projets.

Le projet des sociologues visera à suivre le processus qui accompagne un projet, de son origine à sa concrétisation, par le biais de quatre études de cas. « Avec ce type de programme, on tend aussi à la conscientisation collective quant à l'environnement construit », rappelle François Hainard. L'objectif de l'équipe neuchâteloise entend montrer la dimension opératoire du concept de développement durable : un outil qui permet de mettre en route de nouvelles idées en vue de la transmission de la planète aux générations futures. « Or, dans nos sociétés occidentales, l'oxymore réside dans le fait de savoir si le développement peut vraiment être durable ? », s'interroge le sociologue neuchâtelois dans un sourire. ■

Virginie Borel